

CIBLE

VALLS

Bravo, Manuel Valls ! Le ministre de l'Intérieur a annoncé le 18 octobre une circulaire destinée à rouvrir plus largement l'accès à la nationalité française - qui avait été réduit pour complaire au Front national. Les dossiers des étudiants étrangers ne seront plus systématiquement repoussés et plusieurs conditions d'obtention de la nationalité française seront assouplies.

Sous réserve d'un examen approfondi de la circulaire, l'annonce de sa publication est une bonne nouvelle. Manuel Valls se situe dans la tradition nationale de l'intégration des étrangers et remet de la logique au sein de l'État. On ne peut pas se plaindre qu'il y a « trop d'immigrés » et refuser la nationalité française à ceux qui veulent pleinement partager la vie et les passions des Français.

Il faut aller plus loin. En 2011 lors de son congrès, la Nouvelle Action royaliste a souhaité que le droit du sol soit inscrit à l'article 1 de notre Constitution et proposé de réduire à trois ans le délai d'attente pour l'attribution de la nationalité française aux étrangers mariés à des Français. Qu'on le fasse !

COMPÉTITIVITÉ

Le faux modèle danois

Géopolitique

**Le Japon
finlandisé ?**

p. 5

Société

**La fin
du village**

p. 9

Intégrations

En cette année 2012, la France compte 3,5 millions d'immigrés et 6,5 millions de descendants d'immigrés à la deuxième génération. Une récente enquête de l'Insee ⁽¹⁾ étudie à la fois leur intégration dans notre pays et le sentiment qu'ils ont de leur appartenance à la nation française. Comme toujours, de telles études apportent quelques surprises.

Une fois digérée l'aridité des chiffres, il convient de se pencher sur leur signification. **Première surprise de taille**, 75 % des descendants d'immigrés à la deuxième génération estiment que leur appartenance à la nation française ne leur cause strictement aucun souci. On s'attendait à pire, convenons-en. Pour autant, on peut toujours se demander devant le type de question posée, si la réponse reflète la réalité du sentiment très positif affiché ou une forme de vœu pieux. **Seconde surprise**, surtout pour ceux qui affichent une méfiance de moins en moins discrète envers les musulmans : 74 % d'entre eux estiment nécessaire la séparation de la religion et de l'espace public et politique et 91 % sont partisans de l'égalité hommes-femme. Nous voilà loin des clichés...

Venons en aux données statistiques. L'INSEE dans son rapport, signé de deux démographes et d'un sociologue,

étudie les deux facteurs d'intégration que sont l'école et le marché du travail. Pour l'enseignement on sait que là le problème se pose de manière certaine. Les enseignants constatent de plus en plus une baisse dramatique de la maîtrise de la langue. Phénomène qui ne semble guère intéresser la pédagogie qui gouverne le ministère de l'Éducation nationale... Pour autant, les résultats d'une non-politique spécifique sont flagrants. Ainsi 18 % des enfants sortent sans aucun diplôme pour 11 % dans le reste de la population scolaire. Le taux atteint même le record de 32 % pour les enfants originaires de Turquie.

Pour le baccalauréat, les données sont plus marquantes encore. Pour ceux qui arrivent jusque là, les disparités sont importantes mais épousent les lignes de partage déjà esquissées plus haut. Les pays de l'Union européenne remportent évidemment la palme mais là encore, un contraste fort existe entre les pays du

nord et ceux du sud de l'Europe, moins bien représentés chez les bacheliers. Comme il fallait s'y attendre, à l'intérieur même des *catégorisations*, l'origine des parents, leur niveau culturel et les structures familiales, notamment l'importance numérique des fratries, créent de sensibles disparités. Notons que les filles sont, comme partout en France, plus diplômées que les garçons. Remarquons une sur-réussite de plus en plus importante des enfants venus du sud-est asiatique alors qu'ils ne disposent pas a priori de conditions, matérielles ou familiales bien différentes des enfants issus d'autres zones géographiques, qu'il s'agisse de la maîtrise de la langue par les parents ou de la composition des familles. Pourtant, la différence est très nette et va en s'approfondissant. Cet écart est simplement dû à l'approche différente qu'ont ces familles asiatiques des éléments de la réussite sociale.

Second facteur d'intégration : le travail. Là, les chiffres sont marquants égale-

ment. Basés sur des chiffres de 2010, les chercheurs de l'INSEE notent des disparités importantes, utiles à connaître pour comprendre la situation sociale de notre pays et sa probable évolution. **Quelques données.** Pour un taux de chômage de 9 % pour les ressortissants de l'UE, il passe à 16 % au global pour la population immigrée (18 % pour les Africains (hors Maghreb) et jusque 26 % pour les Turcs). Dans la tranche d'âge des 15-24 ans, pour 24 % de taux de chômage global, il atteint 44 % pour les hommes immigrés et 34 % pour les femmes. Avec là aussi des différences sensibles. En effet, une évaluation du CAI (Contrat d'accueil et d'insertion), généralisé en 2007, on note que chez les primo-arrivants, les femmes sont au chômage en plus grand nombre et plus longtemps que les hommes mais que la tendance s'inverse par la suite, et cela alors que leur niveau de diplôme est le plus souvent supérieur. Notons que l'étude ne porte pas sur le travail clandestin, *secteur* dans lequel les femmes fraîchement arrivées dans notre pays sont fortement représentées (garde d'enfants, ménage, etc..).

Que retenir de cela ? D'abord que l'intégration des deuxièmes générations s'améliore, y compris dans un contexte de crise. Les visions changent, les stéréotypes aussi. À tel point que l'on constate que pour des postes de cadres à pourvoir mieux vaut aujourd'hui s'appeler Karim que Kevin...

Charles GUÉMÉNÉ

(1) Étude de l'Insee intitulée *Immigrés et descendants d'immigrés en France* publiée le mercredi 10 octobre.

<http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/sommaire.asp?codesage=IMMFRA12>

royaliste
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTHAUD RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Intégrations - p.3 : Ce que parler veut dire - p.4 : Le faux modèle danois - p.5 : Le Japon finlandisé ? - p.6/7 : Comprendre la mondialisation - p.8 : Sahara(s) - Deux échecs dans l'honneur - p.9 : La fin du village - p.10 : Le paradis triste - Qu'est-ce qu'un héros ? - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : Agir dans l'incertitude.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

trois mois (20 €)

six mois (30 €)

un an (50 €)

soutien (120 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Ce que parler veut dire

De quoi parle-t-on ? A qui ? Pourquoi ? Quant à la crise de la zone euro, les discours des autorités varient selon les interlocuteurs, les moments de la semaine et les lieux où ils sont prononcés.

Le retour de la gauche au pouvoir n'a rien changé à la *communication de crise* : on cherche à rassurer des publics qui n'ont pas les mêmes intérêts ni les mêmes angoisses, ce qui implique des propos contradictoires qui permettent de gagner du temps.

Le double langage a été tenu froidement lors de la discussion sur le Pacte budgétaire. A la télévision, au Parlement, les ministres assuraient que le TSGC était indispensable mais dans le même temps les plus hauts conseillers des plus hautes autorités déclaraient en confiance que le traité ne serait jamais appliqué.

Preuve publique de cette duplicité : la déclaration de Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale, dénonçant le « côté absurde » de la limitation du déficit public à 3 % du PIB. Mais la France ne renoncera pas à cette absurdité patente car le lieutenant de Laurent Fabius voudrait que la Commission européenne déclare que l'objectif n'est pas tenable en période de crise. Le message n'était donc pas destiné aux citoyens français, qui constatent qu'on vote pour la règle d'or de l'équilibre budgétaire tout en s'empressant de la dénoncer. Le message n'était pas non plus destiné aux députés et aux sénateurs, priés de voter pour l'absurde, mais à la Commission qu'on charge de

tout contrôler et de tout décider parce qu'on n'a pas eu le courage de renégocier le TSCG avec Berlin.

Le président de la République n'est pas en reste. A la veille du sommet européen des 18 et 19 octobre, François Hollande a accordé un entretien à plusieurs quotidiens, dont *Le Monde*, où nous avons pu lire ces propos pour le moins surprenants : « *Sur la sortie de la crise de la zone euro, nous en sommes près, tout près* » parce que « *nous avons le devoir* » d'appliquer rapidement les bonnes décisions prises au sommet de juin dernier : « *D'abord, en réglant définitivement la situation de la Grèce, qui a fait tant d'efforts et qui doit être assurée de rester dans la zone euro. Ensuite, en répondant aux demandes des pays qui ont fait les réformes attendues et qui doivent pouvoir se financer à des taux raisonnables. Enfin, en mettant en place l'union bancaire. Je veux que toutes ces questions soient réglées d'ici à la fin de l'année* ».

François Hollande ne s'adresse ni aux Grecs qui ont sombré dans le chaos, ni aux Espagnols qui s'enfoncent dans la misère, ni aux Portugais qui sont dans une situation identique, ni aux Français confrontés à la logique de récession, mais aux marchés financiers : si les spéculateurs sont mis en confiance grâce aux politiques antisociales, les taux d'intérêts baisseront et

les dettes des États seront remboursées ! Les oligarques de droite se berçaient des mêmes illusions et les mesures d'austérité n'ont fait qu'aggraver la situation. A l'Élysée, à Matignon, à Bercy, on continue à traiter la crise financière et la crise bancaire alors que nous sommes confrontés aux effets désastreux de la monnaie unique – effets reconnus en privé par de hauts conseillers et certains ministres – et aux ravages du libre échange.

Nous verrons qu'à la fin de l'année, le cas de la Grèce ne sera pas réglé – sauf de manière sinistre – et que l'Espagne et le Portugal ne seront pas sortis de la crise (1). Déjà, l'union bancaire a été reportée lors du sommet d'octobre : François Hollande a cédé à la chancelière allemande qui a imposé le *compromis* qui lui convenait. L'union bancaire ne sera pas mise en place le 1^{er} janvier 2013 car l'objectif est d'avoir un « *accord sur le cadre législatif* » à la fin de l'année. Le communiqué officiel ajoute que « *le travail pour la mise en œuvre opérationnelle aura lieu dans le courant de l'année 2013* » ce qui signifie qu'il n'y a pas d'engagement sur une date précise sur une union qui est d'inspiration fédéraliste puisqu'il s'agit de rompre les liens entre les banques et les États.

La fuite en avant se poursuit, mais c'est Berlin qui fixe le calendrier des retards.

Sylvie FERNOY

☞ Cf. les récentes notes de Jacques Sapir sur son blog : <http://russeurope.hypotheses.org/332> et <http://russeurope.hypotheses.org/343>

L'écho des blogs

La solution à la crise est dans le verbe.

Le vocabulaire s'enrichit un peu plus chaque mois d'une formule fétiche sensée fournir le remède miracle, guérisseur de nos maux. Incapables par eux-mêmes de concevoir une politique, les Moscovici et Cahuzac se rêvent en dirigeants allemands pour nous imposer une compétitivité qui fit, paraît-il, tant de bien outre-Rhin, et... si mal aux travailleurs. Après avoir lancé la formule *choc de compétitivité* pour provoquer un redressement de notre économie et de nos comptes, et redonner des couleurs à notre balance commerciale, voici celle du cocktail fiscal selon l'agence Reuters du 18 octobre. Le gouvernement « *étudie la piste d'un transfert de cotisations sociales patronales sur un cocktail fiscal comprenant une part de contribution sociale généralisée (CSG) mais pas seulement, pour réduire le coût de travail.* » (1)

Être convié à savourer un *cocktail fiscal* nous en rêvons déjà. Un choc si cela peut faire mal, voire très mal, c'est court et bref. Peut-on alors se plaindre ? La formule est belle, le Medef la reprend à pleine voix et notre expert en compétitivité nationale, monsieur Louis Gallois, en fait le maître mot de ses préconisations. Mais ce slogan choc semble trop agressif aux communicants gouvernementaux, ils nous proposent cette semaine celui de *trajectoire de compétitivité*, (2) une ballade sur quelques années aux pays des elfes ! Mais revenons au mot *choc*, il plait tant au conseiller du Premier ministre Élie Cohen. Lui réclame un *choc de l'offre*. C'est la même chose mais c'est labellisée expert, garantie gagnant. Ringardisée la formule de *dévaluation interne* trop bien comprise par les Français qui perçoivent le prix à payer et son lot de souffrances, baisser les revenus et les avantages sociaux sans toucher à la rente financière, tout le contraire d'une dévaluation monétaire. Restons donc sur la *compétitivité* car c'est sportif, presque ludique. Le message passe progressivement, le temps pour la grande majorité des Français de prendre des coups est venu.

Ah ces *éléments de langage* pour une ponction supplémentaire annoncée à 40 milliards ! La communication est un art... magique.

François ENNAT

☞ (1) Voir les dépêches sur <http://fr.reuters.com/> au fil des jours.

☞ (2) <http://www.xerficanal.com/infos-biographie-pour-un-choc-de-l-offre-une-strategie-pour-la-france-elie-cohen-205-129.html>

Le faux modèle danois

Réformer en profondeur le marché du travail pour une meilleure sécurisation de l'emploi, via la mise en place d'un système plus souple pour les entreprises et en même temps plus protecteur pour les salariés, tel est l'enjeu de la négociation nationale interprofessionnelle qui vient de s'ouvrir entre patronat et syndicats, et que le président de la République souhaite voir bouclée pour la fin de l'année sous peine de légiférer.

A l'exception de Laurence Parisot, personne n'ose prononcer le mot de **flexisécurité**, mais l'idée est dans toutes les têtes. Celle des employeurs qui attendent depuis longtemps de pouvoir licencier sans avoir de compte à rendre ; et celle des salariés qui craignent d'être livrés à l'arbitraire de leur entreprise. La notion de **flexisécurité** naît aux Pays-Bas en 1995 et trouve sa première expression législative dans une loi de 1999 dite **flexibilité et sécurité** : il s'agit d'accorder des garanties sociales nouvelles aux travailleurs détenteurs d'un contrat de travail précaire, dont le nombre ne cesse d'augmenter depuis plusieurs années. Mais c'est à partir du modèle danois que la **flexisécurité** devient la référence en matière de politique de l'emploi.

Concrètement, elle englobe trois dimensions : la possibilité pour une entreprise de licencier plus facilement ses salariés, la garantie, pour les salariés licenciés, de percevoir 90 % de leur dernier salaire pendant quatre ans, et l'obligation, pour eux, de suivre une formation en vue d'une reconversion professionnelle vers des secteurs d'activité porteurs afin d'éviter un chômage de longue durée.

Devant le succès rencontré, la Commission européenne préconise à l'ensemble des pays de l'Union de faire de la **flexisécurité**. Dans une communication de 2007, intitulée « *Vers des principes communs de flexisécurité : des emplois plus nombreux et de meilleure qualité en combinant flexibilité et sécurité* », la Commission européenne définit la **flexisécurité** comme « *une approche globale de la politique du marché du travail qui allie une dose suffisante de flexibilité dans les modalités contractuelles - pour que les entreprises et leur personnel puissent affronter le changement - à l'assurance, pour les salariés, de rester à leur poste ou d'être à même de trouver un autre travail rapidement, tout en bénéficiant d'un revenu adéquat pendant les phases de transition d'un emploi à l'autre.* »

Elle identifie **quatre composantes de la flexisécurité** : législation sur la protection de l'emploi, formation tout au long de la vie, politiques actives du marché du travail, modernisation et amélioration du système de protection sociale. De nombreux pays s'y essaient, mais tous ne parviennent pas à la mettre en place. Si la **flexisécurité** donne des résultats au Danemark et dans les pays du nord de l'Europe,

c'est qu'il y existe une longue tradition de dialogue social, un respect des engagements pris, un sens du civisme et un consentement à l'impôt que ne partagent pas les autres pays, notamment la France.

En effet, il faut savoir qu'au Danemark, les caisses d'assurance chômage sont financées à hauteur de 66 % par l'impôt (90 % en Suède). À titre de comparaison, en France, ce n'est pas le budget de l'État qui finance l'assurance chômage, mais les cotisations des salariés. Aujourd'hui, avec la crise et l'accroissement des dettes publiques, la **flexisécurité** a perdu de son attrait. C'est pourtant le moment choisi par la France pour adopter ce système : cherchez l'erreur ! D'autant qu'un autre concept est en train de naître, toujours au Danemark : la **mobication**, centré sur l'accroissement des compétences et la formation, pour que le salarié reste *employable*, mais sans compensations pécuniaires.

Même si aucune *déréglementation* n'est officiellement à l'ordre du jour de la négociation sur la sécurisation de l'emploi, puisqu'on demande seulement aux partenaires sociaux de trouver les moyens de *lutter contre la précarité et de sécuriser* l'ensemble des

salariés, ceux-ci devront toutefois supporter *les marges d'adaptation* plus grandes laissées aux entreprises. « *Nous savons que ce mot [flexisécurité] parfois fait peur, commente Laurence Parisot, mais ce qui est certain, c'est qu'il faut trouver un équilibre qui permette aux entreprises d'avoir des moyens d'adaptation bien supérieurs à ceux qu'elles ont aujourd'hui.* »

Ainsi, souhaite-t-elle, notamment, que « *les procédures collectives en cas de plan social puissent être raccourcies et sécurisées.* » Pour les TPE et PME, elle réclame « *des mécanismes qui permettent de plafonner des dommages et intérêts* » en cas de procédure judiciaire. En contrepartie, elle dit souhaiter que « *les salariés aient un accès à l'information et bénéficient de dispositifs pour que cette adaptation ne leur fasse pas peur.* » En d'autres termes, il s'agit, en dérégulant, de rétablir une égalité de traitement entre les salariés protégés par des contrats à durée indéterminée (CDI) et les autres en contrat à durée déterminée (CDD), en intérim, en temps partiel subi ou au chômage, sans parler de la sous-traitance.

Au lieu de sécuriser l'ensemble des emplois, on les flexibiliserait tous : quel progrès ! C'était déjà l'objectif du contrat unique dont l'idée a été émise par Michel Camdessus en 2004, puis reprise par Pierre Cahuc et Francis Kramarz en 2006. D'autant que, n'en déplaise à Mme Parisot, le pas vers davantage de flexibilité a déjà été franchi : entre le début des années 1980 et 2000, le nombre de salariés en contrat précaire a plus que doublé, et pour certains emplois, l'embauche s'effectue exclusivement en CDD. La **flexisécurité** a donc conduit à la précarité de l'emploi, lors qu'elle était censée la combattre.

Nicolas PALUMBO

Le Japon finlandisé ?

Le renouveau de la controverse maritime entre la Chine et le Japon teste la volonté de résistance politique des Japonais et la permanence de la garantie américaine.

La revendication de souveraineté des deux pays sur quelques rochers situés entre Okinawa et Taïwan a paradoxalement coïncidé avec le quarantième anniversaire de la reconnaissance de la Chine populaire par le Japon (25 septembre 1972) qui s'est ainsi trouvé relégué dans l'ombre. Le débat régulièrement relancé n'est pas tant l'expression d'un nouvel impérialisme chinois que de la faiblesse intrinsèque du Japon. En effet, en récupérant ces îles jusqu'alors (mai 1972) encore officiellement occupées par les États-Unis, les Senkaku (Diaoyu en chinois) faisant partie de l'archipel des Ryukyu, avec Okinawa au centre, Tokyo avait signé avec Washington un traité qui déléguait sa sécurité à son allié, pour la totalité de son territoire, ces îlots compris. Les Japonais s'interdisaient ainsi une défense indépendante. Seules des forces dites d'autodéfense étaient autorisées mais non offensives et bien entendu non-nucléaires.

Pour autant, Tokyo ne peut pas compter sur Washington pour le soutenir jusqu'au bout dans ce conflit limité. Ce serait embarrasser son allié auprès de Pékin. Certes les forces américaines et japonaises vont déployer dans la première quinzaine de novembre des manœuvres à partir de la base américaine d'Okinawa (où se trouvent encore quelques 40 000 militaires étatsuniens). Diplomatiquement, la Maison-Blanche

et le Département d'État appellent à la retenue des deux parties. C'est la limite de l'exercice. Au bout du compte, le Japon se trouvera un jour dans l'obligation d'avoir à se soumettre ou à se démettre. C'est-à-dire ou bien il cède au diktat chinois ou bien il sort du traité américain et construit sa propre défense et diplomatie indépendantes.

L'alternative a été clairement exposée depuis 1989 (*Le Japon qui dit non*) par le gouverneur de Tokyo, Shintaro Ishihara, celui-là même qui, réélu pour un quatrième mandat en 2011, a lancé l'idée du rachat des Senkaku, ce qui a contraint le Premier ministre Yoshihiko Noda à les **nationaliser** provoquant le scandale en Chine. Ishihara est suivi par le gouverneur d'Osaka qui a fondé son propre parti (Parti de la Restauration) et récemment par le nouveau dirigeant du parti libéral-démocrate (au pouvoir jusqu'en 2009), l'ancien Premier ministre Shinzo Abe. Les élections, qui seront peut-être anticipées à la fin de cette année, pourraient voir le retour d'une droite plus nationaliste, même si l'apathie de l'électorat s'est accrue à la faveur du grave traumatisme de Fukushima qui n'en finit pas après dix-huit mois de faire peser un profond malaise sur la conscience japonaise.

La stratégie américaine en effet ne peut pour longtemps être autre chose que de concilier les deux grands rivaux asiatiques, un peu comme Bismarck réussit par ses assurances et contre-assurances à con-

server l'alliance à la fois avec la Russie et avec l'Autriche-Hongrie. Or ce genre de ménage à trois ne saurait durer éternellement. Son émule, Henry Kissinger, imagine (*De la Chine*, Fayard, 2012) que la présente situation évoluera naturellement comme inconsciemment, personne n'ayant vraiment intérêt à sortir de l'ambiguïté. L'absence de choix est encore un choix. Nombreux sont ceux qui en Asie ainsi qu'en Australie souhaitent un accord explicite sur un cadre plus rassurant, une sorte de concert asiatique, où Chine et Amérique s'entendraient pour coopérer ouvertement et éviter tout risque de guerre froide et a fortiori chaude. Le prix à payer serait sans doute une sorte de *finlandisation* (1) du Japon, ainsi qu'une réintégration pacifique et semi-consensuelle de Taïwan dans la mère patrie.

L'opinion japonaise n'ignore pas que la donne géopolitique ne lui est guère favorable à terme, comme elle s'attend depuis bientôt un siècle au séisme majeur qui frappera la capitale. « *Penser la catastrophe* » serait une manière de sortir de son malaise. La France de Hollande l'a compris (2), à la différence et de l'illusion lyrique chiraquienne et du mépris sarkozyste. Sans prétendre rivaliser avec les États-Unis, elle peut apporter le supplément d'âme dans la ligne de Paul Claudel, survivant du tremblement de terre de 1923.

Yves LA MARCK

(1) Neutralisation par effet de voisinage avec l'Union soviétique.

(2) discours aux Ambassadeurs du 29 août : Japon et Turquie comme deux pays victimes de l'ostracisme de Sarkozy et dont la France devrait se rapprocher.

BRÈVES

◆ **CAMBODGE** – C'est à quelques jours de ses 90 ans que le « roi-père » Norodom Sihanouk est décédé à Pékin. C'est son fils, le roi Norodom Sihamoni, qui a ramené à Phnom Penh la dépouille royale. Une foule immense s'était rassemblée le long de la route entre l'aéroport et le Palais royal où le corps sera exposé au public pendant trois mois avant d'être incinéré lors de funérailles qui promettent d'être grandioses. Le Premier ministre Hun Sen a ordonné une semaine officielle de deuil au cours de laquelle les drapeaux du Cambodge devront être mis en berne, les télévisions et radios devront s'abstenir de diffuser des programmes de divertissement, et tous les Cambodgiens devront porter les signes de deuil (vêtements blancs ou rubans noirs).

Couonné roi une première fois à 18 ans sur la pression des autorités coloniales françaises, Sihanouk a été tour à tour roi, Premier ministre ou chef de l'État sur une période de plus de 60 ans avec quelques interruptions. Il avait conduit le Cambodge à l'indépendance en 1953, sans effusion de sang. En 1970, en pleine guerre du Viêt-Nam, il est chassé du pouvoir par le putsch proaméricain du général Lon Nol. Réfugié pendant cinq ans en Chine, il revient au Cambodge en septembre 1975, comme chef d'État symbolique, quelques mois après la prise du pouvoir des Khmers rouges. L'année suivante, il est contraint à la démission par les Polpotistes et passe près de deux ans et demi en résidence surveillée dans le Palais Royal. Sa captivité s'achèvera juste avant l'arrivée des troupes vietnamiennes à Phnom Penh. Il prend alors la tête de la résistance multipartite cambodgienne contre le régime pro-vietnamien jusqu'aux Accords de paix de Paris en octobre 1991, qui aboutiront en septembre 1993 à sa consécration comme monarque constitutionnel. Six fois marié il a eu quatorze enfants, dont cinq tués sous les Khmers rouges.

◆ **ALBANIE** – Le porte-parole du gouvernement, Mme Mehilli, a annoncé que le corps de l'ancien souverain albanais Zog 1^{er} sera rapatrié dans son pays et inhumé aux côtés de son épouse la reine Geraldine, de son fils le roi Léka et de sa belle-fille la reine Susan le 17 novembre prochain. Le corps du souverain, mort en exil à Suresnes en 1961, repose actuellement au cimetière de Thiais dans le Val-de-Marne aux côtés de sa sœur la princesse Adilé et son neveu Salim.

◆ **LUXEMBOURG** – À l'occasion du mariage du Grand-Duc héritier, le prince Guillaume, avec Stéphanie de Lannoy, le Premier ministre Jean-Claude Juncker a rappelé le rôle important que joue ce mariage princier pour l'avenir du Grand-Duché : « *Notre Constitution a doté le pays d'un régime de monarchie constitutionnelle, régime avec lequel nous nous sentons à l'aise. Le Prince Guillaume sera un jour notre chef de l'État. Par son mariage, le futur chef de l'État prépare et assure l'avenir de la dynastie.* »

Comprendre la mondialisation

G

illes Ardinat, professeur agrégé et docteur en géographie (Université de Montpellier), vient de publier un ouvrage de culture générale intitulé *Comprendre la mondialisation en 10 leçons*. Ce manuel de synthèse souhaite présenter les différentes facettes de la mondialisation (et pas uniquement les aspects économiques et financiers) ainsi que les débats

que suscite cette question. Il ne s'agit pas d'un pamphlet ; toutes les opinions y sont traitées de manière équilibrée, avec de solides références. En 10 leçons, l'objectif est clair, le livre est structuré. Chaque partie commence par une question-titre, une introduction et cinq mots-clés, avant de développer trois sous parties. Un glossaire précis et bien fait clôt l'exercice. Voilà quelques éléments sur le livre, bien trop riche pour être entièrement rapporté.

■ Royaliste : Quelle est l'idée maîtresse de ce manuel ?

Gilles Ardinat : La mondialisation n'est pas exclusivement un phénomène économique et financier mais, selon moi, et selon beaucoup de collègues - ce n'est pas une idée que j'ai inventée - c'est avant tout un processus géographique. La mondialisation c'est l'émergence d'un nouvel espace géographique qui est un objet d'étude pour les géographes, pour l'ensemble des observateurs. Des phénomènes humains, pas seulement économiques mais aussi politiques, culturels, géopolitiques, religieux et autres qui étaient encadrés, limités à des territoires, sont aujourd'hui de dimension mondiale.

■ Royaliste : Par exemple ?

Gilles Ardinat : Quelque chose qui n'a rien à voir avec

l'économie : la logique de puissance (qui est un thème majeur en géopolitique). Entre 264 à 146 av J.C, il y a eu trois guerres entre deux grandes puissances qui étaient Carthage et Rome. Il s'agissait de puissances méditerranéennes. La mondialisation transforme le jeu de puissance en un jeu mondial et c'est pour ça qu'émergent à partir du XVI^e siècle les puissances mondiales. Le XX^e siècle concrétise cette mondialisation des puissances et des conflits de la manière la plus tragique qui soit avec deux guerres mondiales.

Les informations sont mondialisées, la propagande est mondialisée, le prosélytisme des religions maintenant se mondialise, cela n'a pas été le cas avant une certaine période. Donc, la mondialisation c'est la naissance d'un nouvel espace, c'est d'abord un

phénomène géographique.

■ Royaliste : Mondialisation ou globalisation ?

Gilles Ardinat : En français, soyons clair, le mot correct est mondialisation. Le mot globalisation, c'est un anglicisme qui vient de *globalization*. Ce mot de globalisation, si l'on veut l'utiliser en français et être précis, serait synonyme de mondialisation strictement contemporaine, c'est-à-dire de la mondialisation financiarisée sur un modèle de capitalisme anglo-saxon et néo-libéral. La globalisation serait donc une des formes de la mondialisation.

■ Royaliste : Parlons de données purement géographiques : la population.

Gilles Ardinat : J'ai pris l'exemple de la Russie, parce qu'elle aspire à la puissance et à un monde multipolaire. La

Russie est redevenue, avec Vladimir Poutine, un pays important qui plaide pour une mondialisation différente. C'est un pays très protectionniste, très étatiste, avec des dérives aussi. Il ne faut pas faire l'apologie du système Poutine mais constater cette volonté de différence. Or, la question démographique sera un obstacle gigantesque à ce projet. Déjà, je suis de ceux qui pensent que la dénatalité est un indicateur d'une certaine démoralisation des populations. Un peuple qui ne se reproduit plus, c'est aussi simple que cela, ne croit plus en ses propres forces. Il y a quelque chose aussi sur le plan philosophique, psychologique et moral dans la dénatalité au-delà de l'éthno-mathématique.

■ Royaliste : À partir de ce cas, revenons à la mondialisation.

Gilles Ardinat : Ce qui est intéressant dans cette question c'est un paradoxe. D'une part, il y a une mondialisation des normes sanitaires et donc une baisse de la mortalité infantile et juvénile, et donc, à partir de foyers qui ont été précurseurs, il y a une diffusion spatiale de ces méthodes. Il y a encore des écarts, cette mondialisation n'a pas entraîné une uniformisation des dynamiques démographiques à l'échelle de notre espace mondial.

■ Royaliste : Plus précisément ?

Gilles Ardinat : On voit plusieurs mondes démographiques. On a ce que Pierre

Chaunu appelle le « *collapsus démographique* » de l'Occident, ce que Gérard-François Dumont appelle « *l'hiver démographique* » et à côté de cela on a quelque chose de gigantesque dont on parle rarement, notamment en Afrique, c'est l'explosion démographique. Les historiens estiment que la population en 1900, depuis Alger jusqu'au Cap, était de 100 millions d'habitants. Aujourd'hui, cette population a été multipliée par 11 en l'espace de 110 ans, et elle devrait doubler dans les 30 ans qui viennent. C'est-à-dire qu'en un siècle et demi, ce continent aura multiplié sa population par plus de 20. Ce qui est un événement absolument majeur.

■ **Royaliste : Pour le reste de la planète, c'est combien ?**

Gilles Ardinat : En 1900, la population mondiale était d'1,6 milliards d'habitants, dont 400 millions pour l'Europe. Elle représentait, Russie comprise, le quart de la population mondiale et colonisait massivement les autres espaces. Elle est tombée aujourd'hui à 10 % ou 11 %. Il faut savoir qu'aujourd'hui il naît moins d'enfants dans la totalité des 27 pays de l'Union que dans le seul Nigeria. Donc, la question démographique est fondamentale, avec des conséquences, sur le très long terme, géopolitiques et culturelles gigantesques. L'une des choses que je dénonce dans mon livre, c'est le tout économique de la lecture de la mondialisation. Ce que l'on appelle souvent *l'économicisme* qui masque par exemple ces données démographiques qui sont, à mon avis bien plus importantes que l'endettement de la Grèce aujourd'hui ou que la faillite de Lehman Brothers en 2008.

■ **Royaliste : Emmanuel Todd traite beaucoup de cela et notamment la dépopulation allemande à venir, bien plus importante à terme que l'endettement...**

Gilles Ardinat : Bien évidemment. C'est pour ça que ceux qui promeuvent le modèle allemand, modèle critiqué par Jacques Sapir ou par Jacques Nikonoff sur le plan économique, omettent de rap-peler la dénatalité dramatique de l'Allemagne, qui va poser d'énormes problèmes, bien au-

delà de la question de l'économie.

■ **Royaliste : La question des religions. Pourquoi est-ce si important ?**

Gilles Ardinat : C'est un thème qui est oublié dans la plupart des livres sur la mondialisation. Plusieurs choses. Je rappelle déjà le lien entre le processus de mondialisation et les religions. Les religions du livre, bien avant l'idéologie des droits de l'Homme, ont créé avec le monogénisme l'idée d'une humanité unique, une pensée et un message universels. C'est particulièrement vrai chez les chrétiens et chez les musulmans.

La mondialisation permet aujourd'hui de diffuser efficacement ce message. Prenons la montée en puissance des évangélistes. Ils ont parfaitement compris le potentiel offert par la mondialisation. C'est un discours moderne, qui s'adapte, avec ses télé-évangélistes, ses méthodes de marketing, son prosélytisme quasi commercial pour diffuser leur lecture de la Bible.

■ **Royaliste : Avec un grand succès...**

Gilles Ardinat : La mondialisation crée un espace ouvert pour les religions. On décroïssonne les espaces traditionnels et il y a une mise en compétition mondiale des grandes religions, avec des changements phénoménaux. La Corée du Sud est aujourd'hui pour un tiers un pays protestant. Cela modifie le socle de civilisation traditionnellement bouddhiste de ce pays. Donc, on voit là, qu'à partir des États-Unis et de quelques milliardaires américains qui financent ces églises, on a des changements fondamentaux. Il faut dire aussi une chose, que l'on soit adepte de Huntington ou pas, c'est que dans un espace mondialisé et ouvert, les grandes religions sont toutes en concurrence les unes avec les autres. Il y a une compétition qui peut parfois tourner à l'affrontement. On voit que les religions sont une base de conflits dans de très nombreux territoires.

■ **Royaliste : Est-ce que les affrontements n'ont pas**



d'abord lieu au sein même des religions ?

Gilles Ardinat : Huntington a été caricaturé. En réalité, il souligne, notamment au sein de l'Islam, les divisions et il estime que l'un des facteurs d'instabilité de ce qu'il appelle la *civilisation islamique*, est l'absence de pays *leader*, d'un grand pays qui pourrait justement organiser cet espace et les rivalités entre communautés. En fait les deux existent. C'est-à-dire qu'il y aurait un affrontement entre les religions (par exemple au Nigeria) et entre les courants à l'intérieur d'une même religion (comme en Irak).

On est tellement en France dans une répétition parfois à outrance des principes de laïcité qu'on a tendance à oublier que les religions sont des idéologies, des doctrines qui de manière incontournable vont avoir une influence.

■ **Royaliste : Venons-en à la mondialisation et la nation.**

Gilles Ardinat : Il y a une idée conçue, notamment en France, selon laquelle la mondialisation rendrait totalement obsolète le cadre de l'État nation. Certains affirment que la France est trop petite ; seule, elle n'est plus rien du tout. Même additionnée à l'Allemagne, elle ne pèse plus. Donc il faudrait l'euro fédéralisme, l'Europe élargie au maximum, etc. C'est une idée qui est puissamment répétée, y compris dans le système éducatif. En fait, je considère, mais cela peut-être débattu, que c'est une idée totalement fautive qui est même le contraire de la réalité.

En réalité, la mondialisation va activer toute la pertinence de l'État nation. C'est la seule structure suffisamment effi-

cace et légitime pour régler et contrôler tous les excès de la mondialisation. On l'a pu voir par exemple lors de la crise de 2008.

■ **Royaliste : Un point sur mondialisation et environnement.**

Gilles Ardinat : C'est le chapitre le moins consensuel, tout en présentant toutes les opinions. J'ai été volontairement plus affirmatif, plus virulent parce que j'ai voulu dénoncer un certain angélisme sur la question. Il y a une sorte de consensus de façade, mais en réalité les États ont des intérêts totalement contradictoires, totalement divergents. Il est évident que la mondialisation, telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, est totalement antinomique avec les objectifs du développement durable. Le libre échange intégral aussi.

■ **Royaliste : Où cela nous mène-t-il ?**

Gilles Ardinat : Je suis assez virulent contre ce que j'appelle **l'écologisme global**. Cette doctrine indique aussi que l'État nation est dépassé (on a un écosystème mondial, un climat dérégulé mondial...). Je termine ma partie sur une hypothèse : je me demande dans quelle mesure le discours écologiste globalisé ne va pas devenir dans les années à venir un nouveau prétexte impérialiste. C'est-à-dire qu'il y aura des pays qui seront mis au ban des nations, qui subiront des blocus, des rétorsions voire des invasions sous prétexte de protection de l'environnement.

Propos recueillis par Pascal Beaucher

📖 Gilles Ardinat - « *Comprendre la mondialisation en 10 leçons* », Ellipses, 192 pages, prix franco : 17 €. [➔ Achat immédiat](#)

Sahara (s)

Le vote le 12 octobre d'une résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU conduisant à autoriser une intervention militaire au Nord-Mali implique que l'on relise d'urgence le numéro d'*Hérodote* consacré à la *Géopolitique du Sahara*.

Paru à l'été 2011, écrit avant la fin de la crise libyenne, il soulignait déjà les grandes lignes de fracture de l'espace saharien, autour des deux enjeux actuellement enchevêtrés au Nord-Mali : la lutte contre le terrorisme et le trafic des stupéfiants. « *Un espace pâture qui tisse du lien social par un don de bon voisinage se transforme en un territoire protégé, défendu les armes à la main... du berger au criminel.* » (André Bourgeot qui conjugue Saharas au pluriel).

Le rôle des acteurs extérieurs ou voisins y est décrit dans toute sa complexité. Entre la France et les États-Unis, y a-t-il complémentarité ou concurrence ? Washington n'a pas vraiment réussi à former les forces antiterroristes au sein des armées nationales avec comme premier partenaire le Mali ! Paris ne souhaite certes pas une militarisation de la zone. Alger se trouve au confluent de toutes les ambiguïtés et contradictions, externes et internes, bien analysées par Salim Chena : « *Portée et limites de l'hégémonie algérienne dans l'aire sahélo-maghrébine.* »

Une intervention projetée sous de tels auspices sera ou bien une frappe chirurgicale contre une dizaine de chefs terroristes et mafieux ou un coup de pied dans une immense termitière et alors bonjour les dégâts.

Dominique DECHERF

Revue *Hérodote*, n° 142, 3^e trimestre 2011, Éd. La Découverte, prix franco : 24 €. [Achat immédiat](#)

Deux échecs dans l'honneur

Pierre Mendès France et Pierre Bérégoïv ont mené des vies à tous égards exemplaires. Mais l'honneur ne préserve pas des erreurs politiques sur lesquelles l'homme d'État est finalement jugé.

A l'heure où prolifèrent les pâles voyous en col blanc, les corrompus de haut vol et les cyniques de toutes catégories, nous voudrions retrouver des dirigeants qui se distingueraient par leurs qualités personnelles - moralité, intelligence, connaissances - et qui occuperaient de hautes fonctions avec l'humilité qu'impose le service de l'État.

Pierre Mendès France sous la IV^e République et Pierre Bérégoïv sous la V^e furent effectivement l'honneur de la politique (1) attesté par leur courage et leur honnêteté. Tous deux participèrent à la Résistance : l'un comme aviateur dans les FFL puis comme capitaine du groupe Lorraine avant de devenir Commissaire aux finances à Alger, l'autre comme combattant des FFI à Rouen. Tous deux ont servi tout au long de leur vie la gauche telle qu'ils la concevaient. À l'exception de l'extrême droite, Pierre Mendès France était apprécié de tous et nous nous souvenons pour notre part que le défunt comte de Paris le tenait en haute estime. Pierre Bérégoïv était lui aussi respecté par ses adversaires - peut-être plus que par certains grands bourgeois socialistes qui n'ont jamais songé à se suicider après un échec.

L'hommage rendu aux *grands naturels* ne peut cependant tenir lieu de jugement

politique. Hélas, la rectitude morale et le courage personnel ne garantissent pas la pertinence des choix politiques. De mon point de vue, assurément discutable, Pierre Mendès France a eu tort de préconiser une politique de rigueur en 1945 mais il a su démissionner faute d'avoir pu emporter la conviction du général de Gaulle. Surtout, l'histoire a donné tort à Pierre Mendès France, campé dans une opposition rigide à cette V^e République qui a permis et qui permet encore à la gauche de diriger le pays. La victoire de François Mitterrand en 1981 et son acceptation de notre monarchie élective marqua la défaite, pathétique, d'un homme de grande valeur.

Disciple de Pierre Mendès France dans le domaine économique et financier, Pierre Bérégoïv a cru lui aussi au **tournant de la rigueur** qui marque le début de la fin d'une politique économique qui avait assuré le redressement puis le développement de la France. Ministre des Finances, cet homme qui incarnait par ses origines sociales et ses engagements un socialisme authentique a été emporté par la frénésie de laisser-faire qui a aboutit aux catastrophes en cours. Il fut aussi embarqué dans une aventure européiste que la France ne parvint plus à maîtriser dans les années qui suivirent la chute du Mur de Berlin. Jacques Delors, évoqué avec faveur par Régis Paraque, fut

l'artisan tenace mais foncièrement rêveur de cette construction bancaire qui s'effondre sous nos yeux faute d'avoir été le résultat d'un projet politique solidement articulé sur la réalité des nations.

Premier ministre d'avril 1992 à mars 1993, Pierre Bérégoïv eut le courage de faire front, dans un climat de déroute alourdi par les scandales financiers. Régis Paraque assure qu'il était resté fidèle à ses convictions : patriote français, socialiste, internationaliste et européen convaincu. Cette fidélité indéniable est partagée par bien des socialistes qui ne voient toujours pas les faiblesses et les contradictions de proclamations cohérentes sur le papier. La politique de juste redistribution des richesses et la protection sociale ne peuvent être conçues et mises en œuvre que dans le cadre national - qui est celui de la vie démocratique. C'est très bien de dire après Jacques Chaban-Delmas qu'il faut « *construire l'Europe sans défaire la France* » mais cela suppose une France forte dans tous les domaines et capable de montrer sa force car l'Europe ne pourra jamais faire l'impasse sur les différences et divergences d'intérêts nationaux. En 1992, Pierre Bérégoïv et ses amis pouvaient encore penser que l'aventure supranationale pouvait être tentée. Vingt ans après, le pari ne peut plus être tenu.

B. LA RICHARDAIS

(1) Régis Paraque - « *De Mendès France à Bérégoïv - L'honneur en politique* », Pascal Galodé éditeur, 2011, préface de François Hollande, prix franco : 22 €. [Achat immédiat](#)

La fin du village

Jean-Pierre Le Goff m'avait parlé du livre qu'il était en train de terminer et j'avais senti à quel point il était pénétré de son sujet, parce qu'à travers une sorte de monographie d'un village provençal c'est l'évolution globale de notre société qu'il interrogeait. Je dirais presque avec une sorte d'angoisse, même si elle était tempérée par une confiance d'ordre anthropologique. Qu'il ouvre son enquête sur une citation de Péguy ne pouvait m'étonner, car, il y a exactement un siècle, le directeur des *Cahiers de la quinzaine* se posait déjà le même type de questions que notre sociologue : « *A présent que l'on ne me fasse pas dire ce que je ne dis pas. Je dis : Nous avons connu un peuple que l'on ne reverra jamais. Je ne dis pas : On ne reverra jamais de peuple. Je ne dis pas : la race est perdue. Je ne dis pas : Le peuple est perdu. Je dis : Nous avons connu un peuple que l'on ne reverra jamais.* » Voilà bien longtemps que je connais ce texte tiré de *L'Argent* et qui est d'évidence prophétique. Mais voilà : Péguy situait approximativement la rupture aux alentours des années 1880, et il désignait sans équivoque la cause d'une mutation sociale et morale, qui entraînait la disparition d'un peuple : la spéculation financière, le fait que l'argent soit devenu le maître étalon absolu des échanges. Il faut croire que la mutation a été plus progressive et longue qu'il le pensait puisque Jean-Pierre Le Goff montre qu'elle s'est poursuivie depuis trente ans, où hôte amical et passionné de Cadenet, il observe les changements qui ont transformé un village provençal dans lequel Pagnol et Giono se seraient reconnus en un espace urbanisé, soumis aux mêmes contraintes et aux mêmes mœurs qu'un monde **globalisé**.

Mais que l'on ne s'attende pas à un essai de philosophie sociale ! Cette philosophie, elle est certes présente dans le regard du sociologue qui ne cesse de s'interroger sur l'objet de son étude, mais cet objet est d'abord vivant, il ne concerne que la chair vive de ce village, qui est tout, sauf abstrait : « *Il s'agit d'un bourg, Cadenet, situé à une trentaine de kilomètres de Roussillon, aux confins du massif du Luberon, au bord de la Durance. Pendant des siècles, de 1793 jusqu'aux années 1980, le nombre d'habitants de Cadenet est resté stable, oscillant entre deux mille et deux mille cinq cent habitants, pour atteindre aujourd'hui plus de quatre mille.* » Jean-Pierre Le Goff y avait été attiré sans doute par la beauté du site, mais aussi par l'espoir d'y rencontrer des Provençaux héritiers d'une sagesse paysanne et de mœurs perpétuées. Très vite, il s'est aperçu qu'il ne s'agissait pas d'un mythe mais que cette réalité villageoise était en train de disparaître, avec le regret infini des *Anciens*, témoins de ce qui ne serait plus.

Nostalgie, antimodernisme ? Ce n'est pas vraiment le problème, car la reconstitution par la mémoire des dits

Anciens de l'histoire passée n'aboutit pas à une réalité idyllique. L'agriculture et la vannerie constituaient les deux activités principales du village. Or la vannerie était considérée comme un *travail de malheureux*, associée aux *boumians*, c'est à dire les gitans : « *On travaillait dur pour gagner quatre sous.* » L'alcoolisme faisait des ravages et les conditions d'hygiène étaient souvent déplorables. Le paternalisme dominait les rapports dans les ateliers. Mais les patrons étaient proches de leurs ouvriers, et ceux-ci avaient un sens de l'entraide dont on n'aurait guère l'idée aujourd'hui : « *Les vannières les moins rapides pouvaient, par exemple, ralentir l'ensemble, et pour que la pièce fut comptée pour la paie, il fallait qu'elle fut finie à la fin de la semaine. Les plus habiles pouvaient alors aider les retardataires à combler le retard et faire en sorte que leur paie fut suffisante.* » Et puis on travaillait en chantant. Ce que le sociologue reçoit dans les échos de l'ancien Cadenet, c'est un type de sociabilité qui excluait l'obsession actuelle de **reconstituer le lien social**. Il trouvait aussi son expression dans les places et dans les rues, où l'éclat des conversations retentissait tard dans la nuit. L'art de vivre était commandé

par **le plaisir de la parole** et aussi par la proximité, tout le monde connaissant tout le monde. Cela déterminait un patriotisme local qui subsiste chez les anciens, prompts à désigner l'étranger, la faculté d'intégration n'étant pas négligeable par le jeu des unions, même avec les plus lointains.

Après avoir reconstitué ainsi « *la communauté villageoise et le peuple ancien* », le sociologue étudie non moins minutieusement les évolutions qui amènent à *la fin d'un monde* et à la constitution du *village bariolé* actuel, où les différentes couches de population coexistent, sans que se soit reconstituée la solidarité d'antan. La télévision avait tué les conversations du soir en vidant les rues. Cadenet ayant perdu ses activités traditionnelles est désormais une agglomération que l'on quitte le matin pour rejoindre les lieux de travail, notamment grâce à l'autoroute. Les différentes équipes

municipales qui se sont succédé ont multiplié les efforts pour rendre à Cadenet une animation culturelle et festive, notamment en subventionnant nombre d'associations. Même si on évoque volontiers les personnages de Pagnol dans les spectacles, on est loin de l'univers de la célèbre trilogie. Les représentations, l'imaginaire local ont été remplacés par les thématiques du temps, écologie et droits de l'homme. L'influence communiste très prégnante dans une commune de tradition républicaine s'est estompée, et les sentiments religieux sont à l'épreuve d'une nouvelle évangélisation et du bricolage des traditions les plus ésotériques. Jean-Pierre Le Goff a fait le tour complet de son village d'élection, de l'école à la maison de retraite, en passant par la mairie, les pompiers et les gendarmes. Et ce n'est jamais l'extérieur qui le retient, mais les hommes et les femmes dont il se fait souvent l'ami ou le proche. J'ai particulièrement aimé les portraits qu'il dessine des soixante-huitards qui ont voulu apporter leur touche de créativité à l'animation de Cadenet et qui ont échoué après de belles promesses.

Tout ceci pour revenir à la réflexion première : un monde disparu qui ne reviendra plus. Est-ce le monde de la gratuité et de la proximité qui se serait définitivement enfui face aux effets massifs de l'économie spéculative, de l'individualisme n'ayant pour répondant qu'une administration toute puissante mais elle-même en crise ? Jean-Pierre Le Goff, à partir de son village, a posé les questions de notre avenir commun.

📖 Jean-Pierre Le Goff - « *La fin du village* », Gallimard, prix franco : 27,50 €.

[Achat immédiat](#)

par Gérard Leclerc



Le paradis triste

Dans un ouvrage attachant, le prince Charles-Philippe d'Orléans raconte la saga douce-amère des princes exilés au Portugal, à partir de la Seconde Guerre mondiale.

On sait que Antonio de Oliveira Salazar était un admirateur inconditionnel de Maurras. Son *État Nouveau*, dans le sillage du nationalisme intégral, fera peser sur le Portugal une chape de plomb jusqu'à l'orée des années 1970. C'était aussi un « homme politique astucieux », selon l'expression du prince Charles-Philippe, qui aura l'intelligence de garder son petit pays à l'écart du conflit mondial, en préservant sa neutralité.

Oasis de paix dans le grand maelström européen, les rivages lusitains vont accueillir, dès 1940, une foule de riches réfugiés, beaucoup attendant l'occasion de s'embarquer vers les États-Unis ou l'Amérique du Sud. Parmi eux, on comptera nombre d'altesses en déshérence, rois déchus et autres têtes découvertes.

Cette corporation des princes mènera durant plus de deux décennies, une existence privilégiée, mais sans but véritable, dans le triangle d'or des stations balnéaires à l'ouest de Lisbonne, Cascais, Estoril et Sintra. Hôtels de luxe, somptueuses villas noyées au milieu des orangers, plages ensoleillées, tout ici inspire la douceur de vivre. Mais qu'ont-ils donc à espérer, ces souverains sans trône, ses familles dépouillées de leur destin historique ? Bals, cocktails, parties de golf et réceptions mondaines rythment leurs journées... « *Un paradis triste* », ponctuera Saint Exupéry, qui ne fera que s'y arrêter entre deux aventures.

Cependant, le livre de Charles-Philippe d'Orléans est tout sauf ennuyeux ! Les anecdotes dont il fourmille font revivre cette période enfuie. On y voit d'abord passer le duc de Windsor, l'éphémère Édouard VIII, qui a abandonné les lambris de Buckingham pour les charmes ténébreux de Mrs Wallis Simpson. Soupçonnés de sympathies nazies, les Windsor seront bientôt expédiés aux Bahamas. Puis après la déferlante de l'Armée rouge, Salazar prendra sous son aile protectrice Joanna de Bulgarie et son fils Siméon, Carol de Roumanie et sa troisième épouse Magda Lupescu, mais aussi l'amiral Horthy, régent de Hongrie. Ils y côtoieront la famille royale d'Espagne, Humbert et Marie-José d'Italie, mais surtout le comte et la comtesse de Paris, flanqués de leurs onze enfants. Frappés par la loi d'exil, ils s'installent en 1946 à Sintra, dans la *Quinta do Anjinho* - la ferme de l'Ange.

Ce sont là les chapitres les plus intéressants de l'ouvrage. Car l'auteur, qui vit depuis 2008 au Portugal, retranscrit les souvenirs de sa grand-mère, feu la comtesse de Paris, mais aussi ceux de son père et de plusieurs de ses oncles et tantes. Les amoureux de la Maison de France ne manqueront pas de s'en délecter !

Philippe DELORME

📖 Charles-Philippe d'Orléans - « *Rois en exil - Quand les Cours d'Europe trouvaient refuge au Portugal* », L'Express-Roularta Point de Vue, 350 pages, prix franco : 23 €. [Achat immédiat](#)

Qu'est-ce qu'un héros ?

Fille de Maurice Herzog, héros de l'Annapurna et héros national des années 50, et de Marie-Pierre de Cossé-Brissac, Félicité Herzog publie-t-elle un ouvrage-règlements de comptes ?

Elle est hiératique, sobrement mais très élégamment vêtue, juchée sur des talons aiguilles interminables, très à l'aise sur les plateaux de télévision. Le phrasé est parfait et calme lorsqu'elle déroule à l'envi sa lecture des événements et l'angle de son ouvrage : son frère anéanti par une double toxicité familiale. Car si Maurice Herzog bénéficie a priori du rôle-titre et a droit à un portrait au vitriol (absent, coureur, incestueux, narcissique), il est tout aussi question, du côté de sa mère, des Cossé-Brissac et des Schneider, de leur antisémitisme qui est celui d'une part des élites sociales françaises.

Quel est le sujet du livre alors ? Le - contesté - héros Herzog ? Les grandes familles ? Ou plutôt les usurpateurs. De réputation, d'héroïsme, de grandeur, d'enfance ? Comment survivre à une famille nocive, au mieux absente ? Se mettre en scène en héroïne de roman fitzgeraldienne pour pallier une enfance atrophiée ?

Son milieu elle ne le rejette pas, elle y adhère même. Elle en rejette en revanche les mystifications et les silences. Une démarche dans l'air du temps finalement. Sa mère, si elle adhérerait aux silences, avait probablement fait preuve d'un courage encore plus fort, pour son époque : intellectuelle insubordonnée à son milieu social, elle épouse Simon Nora, juif, résistant et communiste, puis Maurice Herzog et vit de son salaire de haut fonctionnaire.

Les statues du commandeur indéboulonnables le sont moins aujourd'hui grâce à Internet et à la multiplication

des publications. Pourtant, a-t-il jamais été promis qu'un héros devait être un modèle familial et humain ? Pourquoi attend-on tant des héros ?

Laurent, le frère, est au centre du livre. Il est celui qui ne s'en est pas sorti. Fragile, violent, penchant vers la folie, l'errance (des mois durant dans la forêt) et la paranoïa. Si sa tendresse pour son frère est évidente, on ne discerne qu'imparfaitement la force de leur lien. On n'ose imaginer qu'il serait finalement le héros de cette histoire, comme elle le suggère. Il rêve de travailler dans la finance mais ne parvient pas à se hisser à la hauteur de la mythologie familiale et affiche une ambition délirante par rapport à la réalité de sa vie. Il est aussi tout simplement victime d'une maladie qui lui est propre : la schizophrénie. Félicité se décrit comme l'usurpatrice de la vie qu'aurait dû avoir son frère, elle est la mieux placée pour choisir cet angle. Ce n'est pourtant pas la partie la plus convaincante.

Néanmoins l'ouvrage contient de fort beaux moments et la plume est brillante. La description des vacances dans les demeures familiales, sa fuite en avant dans la finance sont narrés avec acuité et richesse. Le feu brûle donc mais... la pluie mouille aussi et il est dommage qu'elle choisisse de clore son roman un peu conventionnellement en évoquant encore une fois son rejet de l'antisémitisme familial.

Kristine MASSA

📖 Félicité Herzog - « *Un Héros* », Grasset, prix franco : 19 €. [Achat immédiat](#)

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national de la NAR, se réunira à Paris le **dimanche 25 novembre** prochain.

Les membres du Conseil recevront en temps utile la convocation et l'ordre du jour mais ils sont priés de noter cette date afin d'être présents.

➤ Le Conseil National est un organisme élu par les adhérents pour deux ans. Il est consulté régulièrement par téléphone ou par internet et se réunit à Paris une fois par an. Il a comme rôle principal celui de conseil politique auprès du Comité Directeur.

CONGRÈS 2013

Le Congrès annuel de la Nouvelle Action Royaliste se tiendra les **13 et 14 avril 2013**.

Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au Congrès et au travail des commissions. Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande ou [téléchargeable sur notre site internet](#)).

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "**L'unité de la nation française**" et, d'autre part, "**Politique militaire de la France**".

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit également approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur.

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet : <http://www.narinfo.fr> (Informations et actualités) et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

◆ **A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.**

◆ **La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (10 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.**

◆ **Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 6 €).**

● **Mercredi 31 octobre et mercredi 7 novembre** - pas de réunion en raison des vacances de la Toussaint.

● **Mercredi 14 novembre** - Agrégée de sciences physiques, **Anne LAUVERGEON** a occupé plusieurs postes dans l'administration avant de rejoindre l'Élysée où elle fut, de 1990 à 1994, secrétaire général adjoint de la présidence de la République, chargée notamment de préparer les sommets internationaux. Après un passage à la banque Lazard, elle entre à la direction d'Alcatel puis elle est nommée à la direction de Cogema avant de fonder en 2001 Areva qu'elle dirige avant d'être remerciée par Nicolas Sarkozy.

Anne Lauvergeon se définit comme « **La femme qui**

résiste », titre d'un livre qu'elle a récemment publié et qui évoque les années passées auprès de François Mitterrand, son rôle dans l'industrie nationale, la vie et les intrigues du milieu dirigeant. Ce sera pour nous l'occasion de reprendre toute la question de la politique industrielle, abandonnée au fil des effets d'annonce, des arrangements médiocres et de l'affairisme - et qu'il est urgent de relancer.

● **Mercredi 21 novembre** - Journaliste à *L'Humanité* depuis 1993, **Christophe DEROUBAIX** a bénéficié en 1996 d'une bourse de la Fondation Franco-Américaine et de l'AFP qui lui a permis de travailler pendant deux mois dans un journal américain. Depuis, il a souvent séjourné aux États-Unis et suit régulièrement l'actualité américaine.

En cette année marquée par les élections présidentielles, Christophe Deroubaix publie un dictionnaire des États-Unis qui est « presque optimiste ». C'est contredire l'opinion dominante selon laquelle les États-Unis sont en train de basculer dans une droite dure. Faut-il au contraire estimer que nous allons « **De la crise à la nouvelle Amérique ?** » Après avoir analysé les quatre grandes crises - économique, existentielle, identitaire, stratégique - qui secouent les États-Unis, il importe d'examiner les éléments qui per-

mettent d'espérer une nouvelle politique, dans l'esprit du New Deal.

● **Mercredi 28 novembre** - Historien, ancien directeur délégué de la rédaction du *Nouvel Observateur*, éditorialiste à *Marianne*, **Jacques JULLIARD** vient de publier un ouvrage qui est appelé à faire référence. Acteur et témoin des évolutions de la gauche depuis plusieurs décennies, il a su se mettre à distance de ce milieu politique, social et intellectuel pour en donner une analyse critique.

Quant à la gauche, nous croyons tous savoir ce qu'elle est. Mais toute tentative de définition se heurte à la complexité des idées et des choix politiques des organisations et des personnalités de gauche. Jacques Julliard a intitulé son ouvrage « **Les gauches françaises** » pour rendre compte d'une diversité qui tient aux origines, aux époques, aux orientations et que l'imaginaire de gauche - si différent des données historiques - vient encore compliquer. Dès lors, qu'en est-il de son unité ?

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (10 € pour l'année)

ADHÉRENTS et ABONNÉS

En prévision de l'augmentation sensible de notre loyer dans nos futurs locaux, nous avons sollicité tous ceux qui règlent leur cotisation ou leur abonnement par virement

automatique, et qui n'en ont pas revalorisé le montant depuis longtemps, de le faire, ne serait-ce que de quelques euros. Merci de répondre à cet appel.

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2) ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Agir dans l'incertitude

Ce n'est pas une révélation : l'homme agit dans l'incertitude. Dans le domaine économique, l'État peut concevoir des projets et des plans qui réduisent les incertitudes mais, dans l'ordre politique, l'action est soumise à tellement d'aléas qu'il faut surtout s'attendre... à de l'inattendu.

Cette philosophie de poche est d'actualité. Les déçus du hollandisme se lamentent sous l'œil narquois de ceux qui « *l'avaient bien dit* » et les deux groupes apportent ensemble leur contribution au pessimisme ambiant. Et puis, à la gauche de la gauche, il y a ceux qui se veulent comme le levain dans la pâte et qui se préparent à la révolte populaire comme autrefois à la lutte finale. En somme, nous aurions à choisir entre deux types de fatalité : celle du reniement socialiste, celle de la victoire de la vraie gauche.

Intervenant dans ces débats (1), Emmanuel Todd déplaît ou scandalise puisqu'il pense que François Hollande et ses amis pourraient opérer un changement radical de politique : sortie de l'euro, mesures protectionnistes ! Reçues comme pure provocation ou regrettable complaisance, ses déclarations à *Marianne* ont l'immense avantage de nous replacer dans une perspective historique : rien n'est écrit, il peut y avoir des retournements de tendance. Emmanuel Todd n'affirme pas que le président de la République va changer de cap : il énonce une hypothèse, qu'il étaye d'une manière qui peut être discutée mais qu'on aurait tort d'écarter a priori. Il n'est pas dit que François Hollande va rompre

avec l'ultra-libéralisme, mais il est clair que le libre échange, le maintien de la France dans la zone euro et les mesures de rigueur vont placer le gouvernement dans une situation périlleuse en raison de l'augmentation considérable du chômage. C'est alors que viendra l'heure du choix, qui fera du président de la République « un géant ou un nain »...

Puisque rien n'est joué, il faut s'interroger sur les circonstances



qui pousseraient François Hollande à sortir de la gangue oligarchique et à rompre avec l'idéologie dominante. Au vu des éléments dont nous disposons, rien de flatteur ne peut être dit. Le président de la République dispose depuis le mois de juin de toutes les analyses et de toutes les prévisions qui auraient pu le conduire à une sortie concertée de l'euro. Il ne l'a pas fait et une décision courageuse n'est plus à espérer. Ce sont des traits négatifs qui peuvent déclencher le mouvement salutaire : la faiblesse des convictions, la soumission aux rapports de force, la peur de la violence qui serait tout à coup plus envahissante que la peur de la chancelière allemande et la peur du qu'en dira-t-on.

J'énonce quelques possibilités, parmi d'autres. Elles n'incitent pas à faire confiance à François Hollande mais à cultiver la défiance méthodique – jusqu'à preuve du contraire. Elles incitent surtout à agir – non pas malgré l'incertitude mais à cause de l'incertitude et dans l'intention de la réduire. La tâche n'est pas facile. La politique de redressement national est clairement définie – nous en assurons avec d'autres la promotion – mais les forces qui pourraient la concrétiser sont dispersées ou paralysées. Le Front de gauche continue à défendre la monnaie unique et à entretenir le mythe de *l'Europe sociale*, l'opposition à l'idéologie dominante est encore faible au sein du Parti socialiste, la renaissance gaulliste est fragile, les syndicats sont sur la défensive. Est-il besoin de souligner que le Front national est aujourd'hui en mesure de récupérer un nombre croissant d'électeurs, à droite comme à gauche ?

La progression du nationalisme xénophobe n'est pas inéluctable car le Front national peut être débordé par la dynamique des luttes sociales : entre la lutte des classes et la guerre ethnique, il y a un moment où il faut choisir. Les mouvements de contestation et de révolte en Espagne et au Portugal peuvent trouver leurs prolongements dans notre pays qui va subir de plus en plus durement l'austérité. Rien n'est acquis : les logiques de violence et de dislocation peuvent prendre le dessus. Rien n'est perdu puisque les classes moyennes et populaires ont acquis une réelle intelligence de la situation – sans qu'on puisse savoir quand et comment le seuil de l'intolérable sera franchi.

Bertrand RENOUVIN

(1) Entretien accordé à *Marianne*, n°808 du 13 octobre 2012.